Cahier de doléances du Tiers État de Montauban (Tarn-et-Garonne)

Doléances et très humbles supplications de la ville et communauté de Montauban.

Bien public général

1° Qu'aux assemblées des États généraux il sera voté par tête et non par ordre, avec protestation contre tout ce qui serait fait de contraire.

2° Qu'avant de s'occuper de l'impôt, on fixera les lois fondamentales de la Nation qui assurent, d'une manière inviolable, les droits du prince et de ses sujets.

3° Que les États généraux seront convoqués périodiquement, au moins tous les cinq ans, et que, dans l'intervalle, il sera formé une Commission intermédiaire, toujours subsistante, composée et organisée comme les États généraux et présidée par un membre pris dans l'ordre de la noblesse, avec des syndics dont la moitié pris dans l'ordre du tiers état. Que cette Commission intermédiaire ne pourra s'occuper que des objets qui auront été déterminés par les États généraux.

4° Que la vénalité des charges de magistrature soit supprimée avec remboursement.

5° Qu'il ne sera pourvu aux places de magistrat dans les différents tribunaux, que sur la présentation des sujets par les états provinciaux ou les commissaires, intermédiaires ; lesquels sujets seront pris la moitié dans le tiers-état, et ne pourront l'être que parmi les avocats qui justifieront une postulation et exercice de leur profession pendant dix ans.

6° Que les committimus¹ et tous autres privilèges quelconques qui peuvent distraire les justiciables de leurs juges naturels soient supprimés, tant en matière civile que criminelle.

7° Que toutes les sénéchaussées du royaume seront érigées en présidiaux et que leurs justiciables auront la faculté d'y porter leurs causes en première instance, ou les défendeurs d'y évoquer; et qu'il sera fait des arrondissements pour rapprocher la justice des justiciables, sans égard aux limites des provinces.

8° Que les villes et communautés seront rétablies dans les droits d'élire et choisir librement leurs officiers municipaux et ceux des conseils politiques; et que les pourvus en titre des charges municipales seront remboursés de leur finance par le trésor royal.

9° Qu'il sera accordé des états particuliers à toutes les provinces du royaume, organisés comme les États généraux.

10° Que les codes, civil et criminel, soient réformés, les lois pénales adoucies et établies les mêmes pour toute sorte de délinquants.

11° Qu'il soit statué qu'aucuns des voeux indissolubles de religion ne puissent être admis qu'après l'âge de 25 ans.

12° Que le clergé ne pourra s'immiscer dans les affaires temporelles.

13° Que le concordat sera révoqué, et qu'en conséquence il n'y aura plus lieu à la sortie du numéraire pour l'obtention de brefs, bulles, etc.

14° Qu'il ne soit perçu dans tout le royaume qu'une seule dîme sur les grains de paille et sur le vin ; que toutes les dîmes insolites, même les premières, soient abolies, et que les décimateurs seront tenus de rendre aux décimables les pailles à un prix qui ne puisse excéder 20 sols par quintal marc de celle du blé, 12

¹ Privilège accordé par le roi à certaines personnes de plaider devant certains juges et d'y faire évoquer les causes où elles avaient intérêt.

sols de celle du méteil et 8 sols celle de seigle.

15° Que toute banalité des moulins, fours, forges, etc., les droits exclusifs de pêche et de chasse soient supprimés; que tous les sujets du roi aient le droit de chasser sur leurs possessions, même dans les justices et directes du roi.

16° Que tous emphytéotes soient reçus au rachat des rentes, censives et de tous droits de directe particulière, moyennant l'indemnité dont le taux sera fixé par l'assemblée des États généraux.

17° Que les domaines du roi seront accensés aux enchères, même ceux déjà engagés ou concédés à vie.

18° Qu'il soit fait une loi qui encourage la population et établisse des peines contre les célibataires.

19° Qu'il soit établi un impôt territorial, pris en nature, sur les propriétés réelles et foncières, de quelque nature qu'elles soient et à quelque personne qu'elles puissent appartenir, sans en excepter le clergé, toute espèce des dîmes et revenus fonciers et les propriétaires privilégiés, sans distinction; un second impôt personnel sur tous les capitalistes, rentiers indépendamment de leurs impositions foncières, et généralement sur tous les sujets du roi qui ne possèdent pas de propriétés réelles; et un troisième impôt sur tous les objets de luxe qui en seront susceptibles.

20° Que les pensions et appointements à la charge de l'État seront supprimés ou réduits.

21° Qu'il sera pris une connaissance exacte de la situation des finances, de la quotité et des causes du déficit.

22° Que la dette nationale sera sanctionnée.

23° Que les capitaux seront consolidés et les intérêts réduits au taux légitime de la manière la moins onéreuse à l'État.

24° Que l'emploi des deniers publics sera assuré de manière qu'aucune somme ne pourra être détournée de la destination qui lui aura été assignée par la Nation.

25° Qu'il sera porté une loi qui assurera à tous les sujets et citoyens la liberté individuelle; qu'elle garantira tous les genres de propriété, de manière qu'on ne puisse jamais y porter atteinte, et que les propriétaires soient toujours assurés d'une indemnité effective, juste et proportionnelle dans le cas où le bien public exigerait quelque changement qui leur fût préjudiciable.

26° Qu'aucun impôt ne pourra être établi sans l'octroi de la nation, assemblée en États généraux, avec le droit aux états provinciaux et aux administrations municipales de percevoir elles-mêmes leurs subsides et de les faire parvenir à leur destination.

27° Que la prétendue maxime *Nulle terre sans seigneur* soit abolie dans tout le royaume, notamment dans la province de Guyenne, régie par le droit écrit, qui n'admet pas cette maxime, et qu'en conséquence cette province jouisse du franc-alleu.

28° Que tous les sujets, sans distinction, soient admis aux charges de magistrature et emplois militaires le seul mérite personnel devant y conduire.

29° Que le droit de franc-fief sera aboli.

30° Que la liberté de la presse soit accordée.

31° Qu'il soit fait une nouvelle loi qui mette les sujets du roi à l'abri des recherches et des poursuites des traitants, après trois mois de délai du jour de l'ouverture des droits, et que les poursuites pour le recouvrement des droits domaniaux ne pourront être portées que devant le juge ordinaire.

32° Que les constructions, réparations et entretien des églises et maisons presbytérales soient à la charge des décimateurs.

33° Que tous impôts sur le vin, eau-de-vie et autres denrées, la viande et tout autre comestible soient supprimés.

34° Que le papier monnaie ne soit point établi.

35° Que la corvée en nature soit entièrement abolie, et qu'étant convertie en argent, elle soit supportée par tous les états, sans distinction.

36° Que pour protéger l'agriculture, tous les domestiques de tous les états, sans aucune distinction ni exception, seront sujets au tirage au sort.

37° Qu'à l'avenir, la sénéchaussée de Montauban enverra directement ses députés aux États généraux.

38° Que les états particuliers de cette province, dont elle avait joui jusqu'au siècle dernier, seront rétablis et organisés comme les États généraux, en y ajoutant les cinq élections de la Gascogne, démembrées² de la généralité de Montauban qui, se trouvant au centre et la ville principale, doit être le lieu de la tenue desdits États particuliers.

39° Que l'emprunt, auquel l'administration provinciale actuelle a été autorisée, soit arrêté et que ce qui en est dû soit payé par imposition sur tous les possédant-fonds et sur les facultés ; le tout sans aucune exception ni distinction de privilèges.

40° Que la navigation des rivières de la province soit perfectionnée, les moulins qui lui sont nuisibles supprimés, ainsi que tous les pertuis, pour être remplacés par des écluses.

41° Que les moulins sur les petites rivières et ruisseaux, nuisibles aux propriétés riveraines, soient également supprimés, en ne conservant que ceux indispensablement nécessaires au service public et construits suivant les règlements.

42° Que l'exploitation des mines de charbon et autres, le repeuplement des forêts et leur surveillance la plus rigoureuse soient établis et encouragés.

43° Qu'il soit supprimé l'imposition annuelle de la somme de 40 000 livres, jetée sur la généralité de Montauban, sous le prétexte que la somme de 40 000 livres pour fin de paye de celle de 120 000 livres du prix de l'acquisition du nouvel hôtel de l'Intendance subsistait lors de l'établissement de l'administration provinciale, imposition qui est injustement continuée puisque la cause en a cessé depuis longtemps.

Administration municipale

44° Que tous les privilèges et immunités accordés par nos rois à la ville de Montauban lui soient confirmés, notamment celui par lequel Philippe IV promit, pour lui et ses successeurs, aux habitants de ne jamais les sortir de sa domination.

45° Que l'État remboursera à la communauté de Montauban le capital représentatif de la somme de 4,466 livres de l'intérêt pour lequel ladite communauté est comprise dans l'état du roi.

46° Que la communauté soit déchargée de fournir, elle seule, aux dépenses relatives au logement et à l'ustensile des troupes en quartier dans la ville et qui font un objet de 15 000 à 20 000 livres par année, et que les dépenses soient supportées par le général de la province.

47° Que la communauté soit également déchargée des réparations aux palais de justice et de celles de l'hôtel de l'Intendance, et que les unes soient supportées par les juridictions ou ressorts des tribunaux et les autres par la province.

48° Que l'impôt de la capitation, se portant actuellement à la somme de 40 876 livres, soit réduit et mieux proportionné aux facultés des habitants.

49° Qu'un droit appelé de *quarantain* qui se perçoit sur le sel consommé dans la province de Quercy et dont le produit sert à payer les gages des officiers du présidial de Cahors, qui ont payé la finance de leurs offices au roi, soit supprimé, sauf à être pourvu par l'État au paiement des gages desdits officiers.

50° Que la ville soit rétablie dans la propriété du terrain formant ses anciens fossés.

51° Que l'immunité de la taille des officiers municipaux soit supprimée.

² En 1716.

Juridiction consulaire des marchands

52° Que cette juridiction ait la faculté de juger en dernier ressort, les sommes liquidées par billet entre marchands et par lettre de change jusqu'à la somme de 6 000 l.

53° Que les chambres de commerce soient multipliées et érigées en cours supérieures, pour le fait de commerce seulement.

54° Que la connaissance des faillites et banqueroutes, circonstances et dépendances jusques au criminel, soit rendue aux juridictions consulaires, ainsi que la connaissance des trocs et ventes faites en foire, entre marchands, et celle des baux à ferme et sociétés qui se font entre particuliers.

55° Que toutes lettres et billets d'échange à ordre soient soumis aux mêmes formalités, sans aucune distinction ni exception.

56° Que toutes lettres de répit et de surséance soient enregistrées aux juridictions consulaires du ressort, avec les motifs du solliciteur, et nouvel enregistrement en cas de renouvellement.

57° Que la loi pénale contre le débiteur soit la même dans tout le royaume.

Commerce

58° Que tous privilèges de conservation et autres soient abolis.

59° Que tous péages, octrois des villes, foires franches et tous privilèges de manufactures royales et autres privilèges soient supprimés.

60° Que les douanes soient reculées jusques aux frontières.

61° Que dans tout le royaume, il n'y ait qu'un même poids et une même mesure.

62° Qu'il soit défendu d'estamper et broder les marchandises, de quelque nature qu'elles soient, d'un autre nom que celui d'un manufacturier et domicile réel.

63° Qu'il soit fait un détail très exact des divers genres des marchandises étrangères qu'on pourra importer, et que les droits qu'elles devront payer aux entrées du royaume soient fixés d'une manière très précise et sur le taux de 1664.

64° Que la sortie des matières premières soit prohibée, et qu'elles soient réservées préférablement aux manufactures nationales.

65° Que l'entrée de nos colonies soit interdite à toutes les nations, même à nos alliés.

66° Qu'il soit fait un examen approfondi des traités de commerce avec les nations étrangères.

67° Qu'il soit statué sur la position des marchands domiciliés qui ne sont pas corporisés, et sur le préjudice que porte le colportage, qui ne supporte point de charges.

68° Que les maîtrises soient supprimées moyennant remboursement.

69° Que les droits sur les cuirs, cartons et papiers soient supprimés.

Corporations particulières

Notaires.

70° Qu'aucun sujet ne sera reçu à l'office de notaire, qu'il ne rapporte un certificat qu'il a pratiqué dans des études de procureurs ou de notaires l'espace de dix ans.

71° Que les tarifs des droits de contrôle, insinuation, etc., seront réformés.

72° Que les expéditions des actes soient faites sur papier et non sur parchemin, pour le danger des falsifications et autres inconvénients.

Chirurgiens-accoucheurs.

73° Que les communautés soient tenues d'envoyer, à leurs frais, une ou plusieurs élèves, y résidentes, aux cours d'accouchement établis dans les villes principales.

74° Que les statuts et règlements faits pour les chirurgiens des villes de Toulouse et Bordeaux soient déclarés communs à ceux de Montauban.

Orfèvres.

75° Que les gardes jurés des orfèvres soient dispensés d'aller tous les ans prêter le serment devant les sièges de la monnaie, et de n'y être tenus que tous les quatre ans.

76° Que les orfèvres soient dispensés de tenir registre des vieux ouvrages pour n'être pas exposés, comme ils le sont, aux recherches et tracasseries des commis des droits.

77° Que les droits trop considérables établis sur les ouvrages d'orfèvrerie et bijouterie dans leur exportation, depuis Paris jusqu'à Montauban, soient réduits pour que ce commerce n'en soit pas aussi gêné qu'il l'est.

Forgerons.

78° Que les droits établis sur le fer soient également abolis.

Huissiers.

79° Que les seigneurs soient tenus de ne donner des provisions de bayle³ qu'à des sujets idoines à exercer, sachant lire et écrire, et qu'ils soient reçus et assermentés par le juge royal du ressort.

Perruquiers.

80° Qu'ils soient admis à payer en corps le centième denier de leurs privilèges par une seule quittance, n'étant sujette qu'à un droit, comme par le passé, sans être obligés de prendre de nouvelles lettres aux mutations.

Cordonniers.

81° Que les articles 5 et 6 des lettres patentes concernant ce corps soient réformés, et que le chef-d'oeuvre des aspirants leur soit indiqué par leurs bayles.

Pour le peuple

82° Que le Gouvernement, dans les années disetteuses étendra sur le peuple des provinces, les mêmes bienfaits qu'il accorde à celui de Paris, en suivant les proportions que Sa Sagesse lui inspirera.

Fait et arrêté dans la salle de l'Hôtel de Ville de Montauban, le 8 mars 1789.

³ Berger chef, en Provence.